

Coronavirus : bras de fer entre européens sur la riposte économique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 ont tenu une nouvelle vidéoconférence jeudi. Ils devaient y afficher leur unité face à une crise sanitaire et économique sans précédent. Mais Rome a dénoncé le manque de solidarité des pays opposés à des « corona bonds ». L'UE se donne quinze jours pour préparer sa riposte économique.

Par Derek Perrotte et Gabriel Grésillon

La crise était sanitaire et économique. Jeudi soir, elle est aussi menacée de devenir ouvertement politique. Au cours d'une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens par vidéoconférence consacrée au coronavirus, le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, a d'abord rejeté le projet de conclusions élaboré par les diplomates européens. Rome « n'accepte pas » ces propositions jugées trop timides, déclarait-il dans un communiqué publié en début de soirée, alors que la réunion par vidéoconférence se poursuivait.

« *Nous devons réagir en employant des instruments financiers innovants* », pour sortir aussi rapidement que possible de l'état d'urgence économique, affirmait le chef du gouvernement du pays le plus durement touché par la pandémie, en donnant dix jours à l'Union pour se montrer à la hauteur.

Ultimatum

Certes, les dirigeants des 27 évoquaient, dans leur projet de conclusions, un nécessaire « esprit de solidarité ». Mais pour Rome, les actes ne suivent pas les paroles. Deux heures plus tard, le bras de fer ouvert était toutefois évité, les 27 parvenant à un projet final de conclusions renvoyant le problème à l'Eurogroupe (il réunit les ministres des Finances), à qui ils donnent quinze jours pour définir la riposte économique.

Alors que neuf pays, dont la France, l'Italie et l'Espagne, avaient publié mercredi une lettre appelant à d'ambitieuses mesures financières, les différents projets de communiqué final restaient sibyllins à ce sujet. Pas un mot sur les « coronabonds », ces euro-obligations dont rêvent Paris et Rome mais qui font toujours figure de repoussoir à Berlin, et plus encore à La Haye ou Helsinki. Tout au plus les promoteurs de ce projet ont-ils obtenu la promesse « d'actions supplémentaires » à l'avenir, un terme repris de la lettre des neuf.

Timidité sur le MES

Quant aux réflexions en cours sur le rôle du Mécanisme européen de stabilité (MES), elles ont reçu un coup de pouce modeste. Alors que les ministres des Finances de la zone euro s'étaient entendus, mardi en Eurogroupe, pour esquisser les moyens par lesquels ce fonds pourrait être amené à prêter des liquidités à des Etats (jusqu'à 2 % de leur PIB), les dirigeants des 27 « prennent note des progrès » des discussions et invitent l'Eurogroupe à « produire des résultats sans délai et développer les nécessaires spécifications techniques ». Une formulation qui, dans le jargon bruxellois, constitue malgré tout un soutien politique.

La réunion de jeudi, à défaut d'envoyer des messages puissants au sujet de l'architecture financière européenne, devait toutefois afficher la détermination des Européens à protéger leur économie, en particulier vis-à-vis des investissements étrangers.

Electrochoc

Les Etats affichent leur soutien aux lignes directrices publiées mercredi par la Commission européenne, qui insiste sur la nécessité pour l'UE de se protéger contre les investissements étrangers qui mettraient en péril son autonomie. Les récentes tentatives américaines de s'assurer l'exclusivité d'un potentiel vaccin à l'étude en Allemagne ont servi d'électrochoc.

« Si nous voulons que l'Europe sorte de cette crise aussi forte qu'elle y est entrée, il importe de prendre dès à présent des mesures conservatoires [...] Lorsque les actifs de nos entreprises sont mis à rude épreuve, il nous faut protéger notre sécurité et notre souveraineté économique », insiste la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Bruxelles invite à être particulièrement vigilants dans les domaines de « la santé, la recherche médicale, la biotechnologie et les infrastructures essentielles à notre sécurité ».

Gabriel Grésillon et Derek Perrotte (Bureau de Bruxelles)